



Déclaration liminaire au CTL du 14 mars 2014

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO et CFDT se sont rencontrées le 4 mars 2014. Elles considèrent que les annonces faites par le Gouvernement, et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, participent d'une logique inacceptable d'austérité. Ces mesures attaquent inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins sociaux ne cessent d'augmenter.

Ces choix ont été confirmés au dernier CTM du 7 février. Ainsi, le Secrétaire général de Bercy a précisé que tous les enjeux de « dialogue social » resteraient contraints par le cadre budgétaire décidé par le Gouvernement. Cela se traduit concrètement par une véritable purge budgétaire, dans les administrations et établissements, mettant ainsi en péril l'exercice même des missions et aggravant toujours plus les conditions de vie au travail des agents. La baisse des dépenses publiques a aussi des conséquences dramatiques sur les conditions de vie des retraités « Finances ».

Pour la CGT, l'objectif n'a donc pas varié : nous voulons obtenir de la Direction Générale qu'elle prenne les mesures nécessaires pour arrêter l'engrenage infernal de la dégradation continue de ces conditions et qu'on s'engage enfin dans un processus concret d'amélioration.

Nous n'acceptons pas ce que vous appelez « un cadre contraint » pour évoquer de manière pudique les suppressions d'emplois car c'est justement cette contrainte qui est la cause essentielle du mal être au travail d'un nombre croissant de nos collègues.

Nous n'acceptons pas plus les restructurations, les réductions de crédits et les remises en cause des missions. Non seulement, ces réponses sont pathogènes mais elle sont, en plus, toujours utilisées comme supports de nouvelles régressions contre l'emploi et le service public. Dans le cadre de ce CTL, il est malheureux de constater que le budget de fonctionnement a encore baissé. Certains travaux pourtant déjà commencés et les déménagements prévus sont ainsi laissés en stand-by.

Ajoutons au paysage, que les agents ont un besoin de reconnaissance au moment même où le gouvernement annonce la poursuite du gel du point d'indice et que des déclarations politiques prêchent de nouvelles attaques contre les carrières et le statut des fonctionnaires. Cela aussi est facteur de mal être au travail.

Un mal être révélé sous de nombreux aspects : dépressions, congés de maladies, dérives hiérarchiques autoritaires, pressions sur les congés, sur le temps partiel, comptes épargne temps qui explosent , écrêtements etc... jusqu'aux situations extrêmes d'agents qui attendent à leur vie.

Nous l'affirmons donc : dans la vraie vie des services, la dégradation des conditions de vie au travail se poursuit, voire s'amplifie. Et vous en êtes bien conscients, puisqu'à l'ordre du jour de ce CTL, figure la fermeture programmée des accueils une demi-journée par semaine. Nous vous interpellons au sujet des conditions de travail inacceptables dans les accueils depuis bien trop longtemps. Nous ne pouvons donc pas nous satisfaire de cette décision légère prise seulement aujourd'hui. Elle ne suffit pas.

Depuis plusieurs mois, les agents des douanes et de la DGFIP se mobilisent. Chacun dans leurs directions, ils multiplient les actions : envahissements de CTL, remises de pétition au préfet, distributions de tracts aux usagers, actions de grèves, manifestations...

Dans ces deux directions, les agents ne manquent jamais une occasion de rappeler leur désaccords avec les décisions prises concernant l'avenir de leur directions.

C'est pourquoi la CGT Finances Publiques appelle avec d'autres organisations, les agents du ministère à se mobiliser massivement le 20 mars par la grève et la manifestation !